

Questions orales

L'hon. Daniel J. MacDonald (ministre des Affaires des anciens combattants): Monsieur l'Orateur, comme le député le sait, ce projet de loi n'a pas encore été adopté. Mes fonctionnaires examinent très attentivement cette question. Nous espérons être en mesure de régler la situation.

* * *

● (1452)

LE LOGEMENT**LA MESURE VISANT À MODIFIER LA LOI NATIONALE SUR L'HABITATION**

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, j'avais l'intention de poser ma question au ministre d'État chargé des Affaires urbaines, mais je la poserai plutôt au vice-premier ministre parce que je pense qu'elle le touche lui aussi.

Le fait que le gouvernement n'ait pas élargi le cadre des programmes d'amélioration des quartiers aura des conséquences énormes sur les programmes des municipalités de tout le Canada puisque c'est à leurs dépens que le gouvernement réduira ses dépenses. Les municipalités devront hausser leurs impôts fonciers ou bien manquer à leurs engagements. Vu qu'un avis de motion tendant à modifier la loi nationale sur l'habitation a figuré au *Feuilleton* plusieurs fois avant le 31 octobre et a depuis disparu des avis de motion du gouvernement, le vice-premier ministre peut-il dire si le gouvernement a l'intention de présenter une mesure pour autoriser certains versements afin de permettre aux municipalités de respecter leurs engagements à cet égard?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, c'est vrai que le *Feuilleton* contenait un avis de motion concernant un bill inscrit au nom du ministre d'État chargé des Affaires urbaines et que cet avis a plus tard été retiré. Nous l'avons retiré du *Feuilleton* parce que nous voulions régler certaines questions de politique avant de présenter le bill. Ce sera bientôt chose faite et nous présenterons le bill tendant à modifier la loi nationale sur l'habitation d'ici quelque temps.

M. Brewin: Vu les besoins des Canadiens en matière de logement et la nécessité de soutenir l'embauche, le vice-premier ministre veut-il dire que le gouvernement prendra les engagements nécessaires pour garantir que les municipalités recevront suffisamment d'argent pour mettre en œuvre les programmes essentiels en matière de logement, d'égoûts et d'adduction d'eau? Est-ce que c'est ce que le gouvernement fera après avoir réglé les questions auxquelles le vice-premier ministre a fait allusion?

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, je ne peux pas dire au député ce que le bill contiendra. Ce sera un bon bill et je suis certain que le député l'appuiera, mais nous devons attendre à plus tard pour en donner les détails.

* * *

LE TRANSPORT URBAIN**LE RETARD DU PROJET D'ATHALMER EN COLOMBIE-BRITANNIQUE**

M. Howard Johnston (Okanagan-Kootenay): Monsieur l'Orateur, j'aurais voulu poser ma question au ministre des Transports mais peut-être son secrétaire parlementaire pourra-

[M. Condon.]

t-il m'aider. Étant donné que le programme d'étagement des voies dont on a grand besoin à Athalmer en Colombie-Britannique, a apparemment été retardé en attendant la signature avec la C.-B. d'un accord-cadre concernant le programme d'aide aux transports urbains, et que les résidents se préoccupent de plus en plus de cette question, le ministre pourrait-il intervenir en personne afin d'accélérer la conclusion et la signature de cet accord?

[Français]

M. Charles Lapointe (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur le président, le ministre lui-même est très préoccupé par ce retard apporté à la réalisation du programme PATU avec la Colombie-Britannique, et nous ferons tous les efforts voulus pour en arriver à une conclusion de cet accord dans les plus brefs délais.

* * *

[Traduction]

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE À CASTLEGAR EN COLOMBIE-BRITANNIQUE**

M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Le ministre pourrait-il nous dire où en sont les discussions avec le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique et le conseil municipal de Castlegar concernant une proposition demandant que le gouvernement fédéral contribue à résoudre les problèmes de distribution d'eau et d'approvisionnement en eau potable de Castlegar?

[Français]

L'hon. Marcel Lessard (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur le président, je pense pouvoir dire, suite des dernières conversations que j'ai eues avec le ministre du développement économique de la province de la Colombie-Britannique, qu'il y a effectivement eu des discussions entre la province et la municipalité au sujet du dossier relatif à l'approvisionnement en eau potable de la ville de Castlegar. Nous espérons toujours qu'il y aura moyen de trouver un mécanisme pour aider la municipalité, dans la mesure du possible, à se procurer cette pièce d'équipement supplémentaire pour ses services municipaux, mais en ce moment, je ne puis pas rapporter d'autre progrès puisque les discussions sont en cours entre les deux paliers de gouvernement.

* * *

[Traduction]

LES FORÊTS**L'EXAMEN DU BUDGET DE L'INSTITUT D'AMÉNAGEMENT FORESTIER**

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, le ministre d'État (environnement) est-il au courant de l'examen d'après le système de budget zéro qui a été effectué à l'Institut d'aménagement forestier? Aux termes de cet examen, il a été conclu, entre autres, que le budget de l'Institut ne devrait pas être restreint, mais cette conclusion a été renversée par le cabinet. Si le ministre est au courant des conclusions de l'examen budgétaire, peut-il nous expliquer pourquoi des coupures ont été effectuées?